Le coût de la politique migratoire de la France, par Jean-Paul Gourévitch

A lire absolument :

Le coût de la politique migratoire de la France par Jean-Paul Gourévitch .

(Monographie publiée par « Les Contribuables Associés » : www.contribuables.org)

Jean-Paul Gourévitch, universitaire et expert international en ressources humaines, spécialiste de l'Afrique et des migrations (on ne saurait trop recommander son ouvrage paru chez « Acropole » et intitulé « Les Africains de France ») poursuit inlassablement, en l'approfondissant sans cesse, sa quête de la vérité des coûts et recettes engendrées par l'immigration que nous subissons depuis de trop longues années, en l'enrichissant, dans ce nouvel essai, d'une approche des coûts et recettes afférents à « l'émigration » de ces Français qui sortent « de France » pour aller s'établir ailleurs.

Ce dernier travail reprend et élargit deux monographies précédentes intitulées : « Le coût réel de l'immigration en France » (mars 2008) et « Le coût de l'émigration : ces Français qui quittent la France » et un essai paru chez « Larousse » en 2009 : « L'immigration : ça coûte ou ça rapporte ? » le tout étant accessible sur le site : www.le-cout-de-la-politique-migratoire.fr

Ce qui caractérise la démarche de J-P Gourévitch, c'est qu'elle vise à aborder le problème des coûts et des apports de l'immigration (et de « l'émigration ») dans sa totalité en recensant toutes les données disponibles venant de tous les organismes concernés par le sujet (nationaux : INED, INSEE, Cour des comptes, Sénat, ministères... et internationaux : OCDE, ONU, Eurostat, UNESCO, Conseil de l'Europe, Migrations Watch...)

en essayant d'être le plus précis et le plus « objectif » possible. Quand il manque des « pièces » au dossier, l'essayiste s'en explique et propose des approches cohérentes pour y remédier tout en jouant sur les hypothèses « basses » afin de ne pas être taxé « d'exagération ». Les chiffres sont recoupés, les éléments qui constituent le chapitre des « dépenses » et ceux qui composent celui des « recettes » sont soigneusement « listés » et visent à l'exhaustivité, les moments « faibles » ne sont pas occultés. Bref, la démarche est précise, rigoureuse, de « nature scientifique ». Et elle aboutit à la photographie d'une situation dont on peut dire qu'elle tangente vraiment la réalité.

Ainsi nous disposons d'une information précise et loyale sur l'importance de la communauté d'origine étrangère présente sur le territoire métropolitain (7,7 millions de personnes), sur le nombre d'expatriés (2,39 millions de personnes), sur les flux migratoires et leurs coûts. Au total apparaît un déficit dépenses/recettes de 30,4 milliards d'euros pour l'immigration et de 7,9 milliards d'euros pour l'émigration, soit près de 2 points de PIB à la charge des contribuables...